Élections législatives en Israël

Le Devoir, 24 octobre 2026

Le système électoral israélien: mode d’emploi

Ce qu’il faut savoir à l’approche de ces élections législatives cruciales en Israël, où Nétanyahou joue son avenir.

Les élections législatives israéliennes qui se tiendront mardi sont vues comme cruciales, car elles détermineront si le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, se maintiendra au pouvoir dans un pays en état de guerre depuis trois ans.

Voici les grandes lignes du fonctionnement du système électoral dans ce pays.

Circonscription unique

Le pouvoir législatif israélien est formé d’une seule chambre, la Knesset, comptant 120 députés, élus pour une durée de quatre ans. La loi stipule que les élections sont « générales, nationales, directes, égales, secrètes et proportionnelles ».

Le Parlement peut être dissous de manière anticipée par un vote à la majorité simple, ce qui est fréquent en Israël. Dans des circonstances exceptionnelles, la Knesset peut prolonger son mandat au-delà de quatre ans, par un vote à une majorité de 80 députés.

Le pays constitue une circonscription unique pour 7,3 millions d’électeurs appelés à exprimer leur choix dans quelque 12 000 bureaux de vote.

Lors des dernières élections en novembre 2022, le taux de participation avait été de 70,6 %.

Les électeurs votent directement pour les députés à partir des listes de candidats présentées par chaque parti.
Le scrutin est proportionnel intégral : le nombre de sièges est réparti au prorata du pourcentage de voix obtenues par chaque liste.

Seuil et redistribution

Pour entrer à la Knesset, les listes doivent franchir un seuil de 3,25 % des suffrages exprimés. Ce score permet d'obtenir automatiquement quatre sièges.

La capacité des petits partis à franchir ou non ce seuil couperet peut avoir une incidence importante sur l'équilibre entre les différents blocs.

S'ils échouent à atteindre les 3,25 %, cela représente un manque à gagner important du point de vue des plus gros partis du même courant politique.

Le scrutin est proportionnel intégral : le nombre de sièges est réparti au prorata du pourcentage de voix obtenues par chaque liste.

Comme le système proportionnel ne permet pas toujours d'obtenir un nombre rond de sièges correspondant au pourcentage des voix obtenues, il existe un système complexe de redistribution des sièges vacants sur la base d'une formule mathématique appelée Bader-Ofer.

Cette méthode attribue ces sièges aux partis présentant la plus forte moyenne de voix par siège, ce qui tend à favoriser les grandes formations.

Cette répartition a joué un rôle décisif lors des dernières élections, où l'équivalent de 300 000 voix, soit environ 6 % des suffrages, a ainsi été redistribué.

Malgré un nombre de voix presque identique entre les deux camps, celui de Benjamin Netanyahu a finalement obtenu une confortable majorité de 64 sièges grâce à cette redistribution.

Mosaïque électorale

L'électorat israélien est fractionné en une multitude de partis. La commission électorale a enregistré 38 listes pour le scrutin de mardi. Deux d'entre elles ont depuis annoncé se retirer.

C'est plus qu'en 2022, lorsque 29 listes étaient en lice.

Les mouvements historiques comme le Likoud, de droite, et le parti travailliste, de gauche, sont flanqués de listes représentant entre autres les ultra-orthodoxes, les citoyens originaires de l'ex-bloc soviétique, le mouvement du sionisme religieux, les citoyens d'origine druze ou arabe.

La formation du gouvernement, un exercice délicat

L'existence d'un grand nombre de partis rend quasiment impossible l'obtention par l'un d'eux de la majorité absolue de 61 sièges, nécessaire pour former un gouvernement. Une fois les bulletins dépouillés, commencent les tractations pour former une coalition.

Le président du pays, aujourd'hui Isaac Herzog, est chargé de désigner le chef de liste le plus à même de former une coalition, sur la base des recommandations transmises par les partis.

En 2021, après les quatrièmes élections en moins de deux ans, M. Nétanyahou avait échoué à former un gouvernement. C'est alors Naftali Bennett qui était parvenu au poste de premier ministre à la tête d'une coalition hétéroclite, alors que sa formation n'avait obtenu que six sièges au Parlement.